

Jean-Charles Hourcade, Directeur de recherches au CIRED

Question-clé transcrite et éditée par Anne Teyssèdre

Accord de Paris sur le climat

Quelle mise en œuvre sans les Etats-Unis ? (1)

<https://vimeo.com/279527861>

On ne peut pas aborder la question de la coopération internationale, avec la dimension internationale, comme s'il ne s'était rien passé avec l'arrivée de Trump au pouvoir. Parce qu'après tout, il serait normal que ceux qui nous écoutent pensent que, bon, c'est fichu pour quatre ans. En fait, il faut prendre une vision plus géopolitique des affaires. Contrairement à ce qu'on dit souvent ou à ce qu'on a dit souvent, en tout cas dans notre pays, les pays en développement dont une partie de leurs élites (je ne parle pas des intellectuels, je parle des dirigeants) sont réellement intéressés à « l'affaire Climat », pour de bonnes raisons – qui devraient être les mêmes que pour nous d'ailleurs, mais c'est encore pire pour eux.

En Chine, pour prendre cet exemple là, ils ont bien sûr toutes les questions liées à la pollution locale, qui est liée au charbon – alors les Français ne peuvent pas imaginer ce que cela veut dire, mais ils sont en train de déménager leur capitale, ce qui n'est pas simple ! [On ne peut pas rester à Pékin, il y a des jours entiers où il n'est pas question de courir !] Donc cela a un coût social et un coût économique – un coût économique – très fort. Deuxièmement, la question de sécurité énergétique. Les chinois ont du pétrole et du charbon, mais pas assez, ils le savent. Donc ils savent très bien qu'ils seront – comme nous ! – de plus en plus dépendants de ce qui se passe au Moyen-Orient. Et, comme nous, ils devraient savoir que c'est une zone un peu dangereuse. Ils sont en train de racheter des terres partout, les chinois.

Pour les indiens, c'est pareil – avec beaucoup de retard. L'Inde est un pays qui s'inquiète aussi beaucoup, à terme, pour son indépendance énergétique, qui souffre aussi beaucoup des pollutions sur le charbon. Il y a des chiffres entiers sur les coûts pour l'agriculture indienne de la pollution atmosphérique. Donc ce sont des pays qui se disent qu'ils ont méchamment intérêt à ce que quelque chose se passe. Et je ne parle même pas, bien sûr, de l'avancée des déserts.

Vous mettez les Africains, qui eux sont en première ligne sur le changement climatique – et quand on parle avec eux c'est très simple : le changement climatique est là. En Amérique latine c'est la même chose, en moins grave que l'Afrique, mais c'est pareil.

Donc vous avez des pays qui, soit pour des question de climat, mais aussi pour des questions stratégiques – sur simplement l'indépendance énergétique, ou sur le risque que le monde entier rentre – ou plutôt continue ! – de s'enfoncer dans une période de grands conflits autour de l'énergie et des matières premières.

Mais en plus de ces questions qui sont liées au climat en tant que tel et à ses risques, des questions de sécurité énergétique – dont je maintiens qu'elles sont majeures dans la

conscience des gouvernements-, il y a un troisième élément, qui se trouve lui pour le coup en termes (on appelle cela comme ça) d'élément de langage, dans l'Accord de Paris. Qui est, ce qui se dit en anglais, et en français cela donne : accès équitable au développement. Qu'est-ce qu'il y a derrière ?

Il y a derrière le fait que ces pays sont – comme nous, mais en pire – menacés par le fait que les tendances actuelles du système financier et du système économique font que l'épargne qui est chez eux maintenant très abondante – cela vaut pour les Chinois, cela vaut pour les Indiens – ne s'investit pas là où il faut. C'est-à-dire que, vous avez de la spéculation immobilière en Chine, vous en avez en Inde – en Inde, autour d'Ahmedabad, la terre coûte dix fois plus cher qu'en France ! Bien sûr, parce qu'il y a une pression démographique, mais aussi par le mécanisme de spéculation – il suffit de voir l'extension énorme de la ville.

Cela, ils savent très bien que cela ne va pas, qu'il y a un risque de développement dualiste qui fera que les sociétés, qu'ils représentent, ne seront pas tenables. Donc quelque part ils savent qu'ils doivent investir sur la rénovation urbaine, sur la redirection de leur tendance au « sururbanisme », investir dans les transports, investir dans le recyclage des déchets, investir sur des bâtiments mieux isolés. Cela, ils le savent – le problème, c'est comment faire ? Et ça, ils ne savent pas faire – pour les mêmes raisons que nous ! C'est qu'il est évident que ce n'est pas facile de changer des habitudes et surtout, là beaucoup plus que nous, ils sont confrontés à un problème de financement. Parce qu'en gros, il faut être très clair : le système financier aujourd'hui fait que les chinois, beaucoup de chinois, placent leur argent aux Etats-Unis.

Donc quel est l'enjeu pour eux : c'est que, dans un accord Climat, si cet accord comporte un volet financier très important, cette redirection de l'épargne mondiale – c'est notre épargne, mais c'est aussi la leur –, qui doit se réinvestir chez eux, sur les questions d'infrastructure, sur les transports, sur les bâtiments, sur les villes, sur les déchets, sur le recyclage des déchets, etc.

Et donc, cela veut dire qu'il y a une excellente opportunité aujourd'hui. Si l'Europe est sérieuse – je crois que c'est un problème ! –, je crois que l'Europe pourrait offrir de vrais compromis à la Chine, à l'Inde et au Brésil – je prends ces trois-là, parce qu'ils sont un petit peu les leaders dans les pays en développement aujourd'hui, bien sûr il y a aussi les pays africains –, je pense qu'il est tout à fait possible d'avoir de vrais accords avec ces pays, de relance économique saine entre eux et nous, avec des coopérations en matière de finance et de technologies. Je pense que c'est possible et qu'ils y sont prêts. Le problème est de savoir si nous nous y sommes prêts. Si nous, nous y sommes prêts et que l'on peut faire ce genre de compromis, en prenant acte de l'Accord de Paris et des éléments qui sont des lignes de cet accord – l'Article 2, l'Article 108 de la Décision –, alors on va laisser M. Trump agir, ne pas agir, faire ce qu'il voudra pendant quatre ans, mais si on a un cercle vertueux entre la Chine et l'Europe, l'Inde et l'Europe, l'Europe et l'Afrique, cela sera suffisamment vertueux pour que le prochain président américain se dépêche de faire une chose, rattraper le temps perdu.